

LICENCE 3 — 2nd semestre
Régime général de l'obligation
SUPPORT PEDAGOGIQUE

I) Le paiement (satisfaction directe du créancier)

A- Conditions

➤ Par rapport aux parties :

- Dans le cadre du paiement → le créancier = *accipiens* qui a donc la capacité de recevoir le paiement / le débiteur = *solvens* (en règle générale ! Le paiement pourrait en réalité être exécutée par une autre personne que le débiteur). Cf. art. **1342-1 et -2**.
- Attention : paiement fait au créancier apparent est libératoire (**1342-3**).

➤ Par rapport à l'objet du paiement :

- 1342-4 ET -5 : le créancier reçoit **ce qui lui avait été promis** & le paiement doit être **total** (sauf atténuation *via* échelonnements autorisés par la créancier par exemple ou exception au titre du décès du débiteur qui va nécessairement fractionner la dette entre les héritiers).
- Attention distinction : si corps certain → on fournit la chose promise / si chose de genre : on fournit ce qui a été convenu en quantité et en qualité.

➤ Par rapport aux circonstances :

- Paiement **au moment de l'exigibilité** de la dette.
- En l'absence de terme : paiement au moment de la mise en demeure.
- **Principe de quérabilité des dettes** : les dettes ne sont pas portables ce qui signifie que le paiement se fait au domicile du débiteur (1342-6), sauf stipulation contraire.

B- Les obstacles au paiement

- La mise en demeure du créancier (le créancier lui-même fait obstacle au paiement. Par ex : car la quantité ne lui convient pas)
 - 1345 et s. : débiteur met le créancier en demeure d'accepter l'exécution du paiement → arrêt les intérêts dus par le débiteur + risque de la chose sont à la charge du créancier. ATTENTION : pas d'interruption de prescription.
 - Si après 2 mois : empêchement au paiement pas le créancier → on libère le débiteur (distinction des effets selon l'objet de l'obligation cf art. 1345-1
- L'opposition au paiement (par les créanciers du créancier) : saisie-attribution OU saisie-conservatoire, auquel cas :
 - Indisponibilité de la créance → le débiteur ne sera pas libéré par le paiement
 - Déclenchement du privilège du créancier gagiste (cf art 2332 2°)

C- La preuve

- Charge de la preuve au débiteur qui doit démontrer sa libération (cf droit commun de la preuve)
- Tout mode de preuve

D- Les effets

- Effet **libératoire pour le débiteur** – extinction de la dette (ses éléments et ses accessoires) – débiteur peut ainsi exiger la remise du titre constatant l'extinction de la créance. ATTENTION, si *solvens* ≠ débiteur → ce dernier n'est pas libéré !
- Difficultés en cas de **pluralité de dettes** : le paiement éteint quelle dette ? C'est la logique **de l'imputation des paiements** qui résout la question :
 - **L'imputation peut être prévue par le contrat** : c'est celle-ci qui s'appliquera.
 - Sinon, le **débiteur va pouvoir choisir la dette** qu'il souhaite éteindre par son paiement (SAUF si montant du paiement < montant de la dette choisie SAUF si la dette choisie n'est pas échue et que

les autres non SAUF s'il s'agit de nuire au créancier ou à un tiers). REMARQUE : si la dette produit des intérêts, le paiement est d'abord imputé sur les intérêts et ENSUITE sur le capital.

- **En cas de silence du débiteur**, le créancier choisit l'imputation.
- **En cas de silence du débiteur ET du créancier** : respect de l'ordre d'imputation prévu par l'article 1342-10 al2 du Code civil !

II) La compensation (satisfaction indirecte du créancier)

Art. 1347 : la compensation est l'extinction simultanée d'obligations réciproques entre deux personnes.

A- Compensation légale

➤ Conditions :

- **La réciprocité des dettes** = deux personnes sont simultanément et personnellement créancières et débitrices l'une de l'autre.
- **Les obligations doivent avoir pour objet des choses fongibles entre elles** = obligations de somme d'argent OU choses de genre.
- **Les créances doivent être liquides.**
- **Les créances doivent être certaines.**
- **Les dettes doivent être exigibles** (on ne peut pas passer outre un terme légal ou conventionnel au prétexte de la compensation).

➤ Les obstacles :

- **Si les créances sont insaisissables ou alimentaires.**
- **S'il s'agit de créances de salaires.**
- **S'il s'agit d'une créance de restitution d'un bien** (suite à un dépouillement injustifié).
- **S'il s'agit d'une créance fiscale.**
- **S'il s'agit d'une créance indisponible par effet d'une cession ou d'une subrogation** (art. 1347-5)
- **Si le paiement est impossible** (cas de sauvegarde, RJ ou LJ).

➤ Effets :

- Effet **extinctif** à due concurrence : le jour de la coexistence des deux dettes avec les conditions à réunir (al. 2 de l'article 1347).
 - Extinction des dettes (règles de l'imputation des paiements cf *supra*)
 - Extinction des accessoires des dettes
 - Interruption de la prescription
- Effet **automatique** MAIS sous réserve d'être invoquée, à due concurrence. Il faut en effet qu'au moins un des deux débiteurs la demande (ce n'est pas un moyen d'OP : le juge ne le soulèvera pas d'office & les débiteurs peuvent préférer ne pas s'en prévaloir).

B- Compensation conventionnelle et judiciaire

➤ Conventionnelle :

- Art. 1348-2 : possible compensation conventionnelle par effet de la liberté contractuelle ➔ les conditions de la compensation légale ne doivent donc plus forcément être réunies (ex : exigence de fongibilité). Néanmoins, impossible de déroger aux conditions de **disponibilité** et de **réciprocité**.
- Effet non pas **déclaratif** (cas de la compensation légale qui est automatique) mais effet **constitutif** !

➤ Judiciaire :

- **Art 1348** : possibilité de prononcer la compensation en justice même si une créance n'est pas encore liquide ou exigible (néanmoins certaine).
- **À envisager dans le cadre d'une demande reconventionnelle** précisément lorsque la compensation légale ne peut pas jouer automatiquement.
- **Prise d'effet à la date de la décision.**

III) La dation en paiement (satisfaction indirecte du créancier)

- Art. 1342-4 al. 2 : le débiteur se libère en remettant au créancier autre chose que celle qui était initialement due.
- Nécessité de **l'accord du créancier**.
- Charge de la **preuve** de la convention de dation au débiteur.
- **Capacités** de celui qui reçoit la dation et de celui qui la fait.

- **Effet extinctif** de la créance et de ses accessoires (attention si nullité : la créance réapparaît).

IV) La confusion (satisfaction indirecte du créancier)

Art. 1349 : réunion en une même personnes de qualités de créancier et de débiteur de l'obligation.

- Conditions :

- Dette et créance doit être dans **un même patrimoine**
- La créance doit être **disponible**.

- Effets :

- Effet **extinctif**
- Nuances :
 - L'extinction peut n'être que partielle (à concurrence du montant de la dette/créance la plus faible).
 - En cas d'obligation solidaire : le débiteur/créancier pour qui la confusion a joué bénéficie toujours du droit de recours contre ses coobligés.
 - Survie des droits acquis par ou contre des tiers.

V) La novation (satisfaction indirecte du créancier)

Art. 1329 : contrat qui permet de substituer une obligation qu'il éteint par une nouvelle obligation qu'il crée.

À ce titre, peut être considéré comme un mode d'extinction mais aussi un mode de transformation de l'obligation.

- Conditions :

- Conditions de **validité de droit commun** (art. 1128).
- Condition objective : **la succession des obligations**
 - Les deux obligations doivent être **valables** (toujours exister) – Attention : si l'obligation primitive est affectée d'une cause de nullité relative, une **confirmation** est possible (ex : intervention de la novation en connaissance du vice du consentement).

- Les deux obligations doivent être **distinctes** → distinction relative aux parties ou à des éléments de l'obligations.
- Condition subjective : **l'intention de nover** = *animus novandi*. En l'absence de présomption : nécessité de clarté & certitude dans l'acte (intention tacite peut suffire).
- Effets : effet **extinctif** et effet **créateur** → 2 conséquences :
 - Les **exceptions sont inopposables** (sauf l'hypothèse d'une obligation primitive nulle (nullité absolue) qui empêche tout simplement la novation *cf supra*). Attention : possible pour les parties de prévoir une exception !
 - Les **sûretés sont éteintes** sauf convention contraire.

VI) La prescription extinctive (insatisfaction du créancier)

Art. 2219 : prescription extinctive ou libératoire. Mode d'extinction par inaction du titulaire d'un droit pendant un certain laps de temps.

- Condition : une seule = le respect d'un **délai**.
 - Sa durée :
 - 30 ans : Autrefois délai de droit commun, désormais délai spécial : actions réelles immobiliers (2227), certaines nullités absolues relatives au mariages (184, 191), certains textes spéciaux.
 - **Aménagement conventionnel** (2254 : possibilité d'abrégier (limite à 1 an) ou d'allonger les délais (limite à +10 ans).
 - 10 ans : action en responsabilité engagée par la victime d'un dommage corporel (2226) (peu importe R contractuel ou extracontractuelle), action c/ constructeurs et sous-traitants (1792-4-3)...
 - 5 ans : Désormais délai de droit commun (2224) : actions mobilières ou personnelles + 2225 ou encore 321-17 c.com.
 - Les règles de calcul du délai :
 - Sur le point de départ : 2222 et 2227 : « le jour où le titulaire a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer » - 2234 : la prescription ne court pas contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir.

- La computation du délai : 2228 et 2229 : Comptage en jours et non en heures → Commencement du délai le lendemain à minuit - acquisition à la fin du dernier jour du délai (minuit également)
- Les règles relatives au maintien du délai :
 - La suspension : 2230 – arrêt **temporaire** du cours du délai. On conserve le temps déjà écoulé. À la fin de la suspension : reprise là où le délai s'est arrêté – ex. légaux : 2235 (prescription ne court pas c/ les incapables), 2236 (entre époux), 2237 (c/ un héritier), 2238 (en cas de médiation/conciliation), 2239 (en cas de mesure d'instruction prononcée par un juge).
 - L'interruption : 2231 – arrêt **définitif** du délai. Le délai déjà écoulé privé de tout effet → on repart à 0 (même durée que le premier délai). 2 manifestations :
 - Un acte interpellatif : (ou acte de poursuite) : 2241 - le créancier poursuit son droit c/ le débiteur (MED exclue) (fonctionne même en cas de saisine d'une juridiction incompétente ou en cas de vice de procédure !).
 - Un acte reconnaîtif (reconnaissance d'un droit par le débiteur) : 2240 – un débiteur reconnaît sa dette, même partiellement → il renonce alors à se prévaloir de la prescription.
- Effets : Effet **extinctif de l'obligation prescrite** (Attention : **pas de plein droit** – doit être invoquée *via* notamment exception de prescription ! À titre de comparaison cf. 2250 s. : possible renonciation de la prescription acquise par le débiteur).

VII) La remise de dette (insatisfaction du créancier)

Art. 1350 : contrat unilatéral par lequel le créancier libère le débiteur de son obligation.

- Conditions :
 - Consentement du créancier (même manifestation tacite).
 - Capacité
 - Contenu licite et certain
- Preuve :
 - 1359 : règles des modes de preuve de droit commun (écrit nécessaire pour tout acte d'un montant supérieur à 1500 euros – sauf hypothèse de commencement de preuve par écrit).

- ATTENTION : si **remise du titre** → **présomption simple** de **libération** du débiteur (1342-9).
 - La remise doit être faite par le créancier...
 - ... volontairement...
 - ...portant sur le titre original de l'ASSP OU la copie exécutoire du titre de sa créance.
- Effets : effet **libératoire** (1350) → extinction de toute la dette et de ses accessoires.
 - Si pluralité de débiteurs : libération de l'un libère les codébiteurs à concurrence de sa part. (1350-1)
 - Si cautionnement : libération du débiteur principal libère les cautions (1350-2).